

que devra supporter le peuple philippin durant la période d'urgence et pendant le processus ultérieur de relèvement.

44<sup>e</sup> séance plénière  
21 octobre 1992

#### 47/8. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

*L'Assemblée générale,*

*Ayant reçu le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale pour l'année 1991<sup>11</sup>,*

*Prenant note de la déclaration faite le 21 octobre 1992 par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique<sup>12</sup>, qui donne des renseignements supplémentaires sur le déroulement des principales activités de l'Agence en 1992,*

*Sachant l'importance de l'action que mène l'Agence pour encourager encore l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, comme le prévoit son statut,*

*Sachant également que les pays en développement ont spécialement besoin de l'assistance technique de l'Agence pour tirer effectivement parti de l'application des techniques nucléaires à des fins pacifiques et pour mettre l'énergie nucléaire au service de leur développement économique,*

*Consciente de l'importance que revêtent les travaux de l'Agence pour ce qui est d'appliquer les clauses de garantie prévues dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires<sup>13</sup> et les autres traités, conventions et accords internationaux ayant des objectifs analogues et de s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires, ainsi qu'il est stipulé à l'article II de son statut,*

*Sachant en outre l'importance des travaux de l'Agence concernant l'énergie nucléaire, les applications des méthodes et techniques faisant appel à l'énergie nucléaire, la sûreté nucléaire, la protection radiologique et la gestion des déchets radioactifs et, en particulier, de ce qu'elle accomplit pour aider les pays en développement à se préparer à utiliser l'énergie nucléaire selon leurs besoins,*

*Soulignant à nouveau qu'il faut appliquer à la conception et à l'exploitation des centrales nucléaires les normes de sûreté les plus élevées, de façon à réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement,*

*Prenant note des déclarations et décisions de l'Agence concernant le manquement de l'Iraq à ses obligations en matière de non-prolifération,*

*Ayant à l'esprit les résolutions GC(XXXVI)/RES/577 concernant la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud, GC(XXXVI)/RES/579 concernant le manquement de l'Iraq à ses obligations en matière de garanties, GC(XXXVI)/RES/582 concernant les mesures pour renforcer la coopération internationale dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la protection radiologique, GC(XXXVI)/RES/583 concernant la révision des normes fondamentales de radioprotection, GC(XXXVI)/RES/584 concernant la formation théorique et pratique à la radioprotection et à la sûreté nucléaire, GC(XXXVI)/RES/585 concernant la responsabilité pour les dommages nucléaires, GC(XXXVI)/RES/586 concernant le renforcement de l'efficacité et l'amélioration du rendement du système des garanties, GC(XXXVI)/RES/587 concernant le renforcement des principales activités de l'Agence,*

GC(XXXVI)/RES/588 concernant le recours pratique à l'irradiation des aliments dans les pays en développement, GC(XXXVI)/RES/592 intitulée « Plan pour produire de l'eau potable économiquement » et GC(XXXVI)/RES/601 concernant l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient, adoptées le 25 septembre 1992 par la Conférence générale de l'Agence à sa trente-sixième session ordinaire<sup>14</sup>,

1. *Prend acte* du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique<sup>11</sup>;

2. *Proclame* sa confiance dans l'action que mène l'Agence pour l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

3. *Prie instamment* tous les Etats de s'efforcer de parvenir à une coopération internationale efficace et harmonieuse dans l'exécution des travaux de l'Agence, conformément à son statut, en encourageant l'utilisation de l'énergie nucléaire et l'application des mesures voulues pour améliorer encore la sûreté des installations nucléaires et réduire au minimum les risques pour la vie, la santé et l'environnement, en renforçant l'assistance technique et la coopération en faveur des pays en développement et en assurant l'efficacité du système de garanties de l'Agence;

4. *Se félicite* des décisions prises par l'Agence pour renforcer son système de garanties;

5. *Se félicite également* des décisions prises par l'Agence pour renforcer ses activités d'assistance et de coopération techniques;

6. *Félicite* le Directeur général de l'Agence et ses collaborateurs pour la diligence et l'efficacité dont ils ont fait preuve dans l'application des résolutions du Conseil de sécurité 687 (1991) du 3 avril 1991, 707 (1991) du 15 août 1991 et 715 (1991) du 11 octobre 1991, s'agissant en particulier de détecter, détruire ou neutraliser les équipements et matériaux pouvant être utilisés pour des armes nucléaires;

7. *Prie* le Secrétaire général de transmettre au Directeur général de l'Agence les comptes rendus des débats de sa quarante-septième session consacrés aux activités de l'Agence.

45<sup>e</sup> séance plénière  
22 octobre 1992

#### 47/9. Question de l'île comorienne de Mayotte

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, contenant le programme d'action pour l'application intégrale de la Déclaration,

*Rappelant également* ses résolutions antérieures, en particulier les résolutions 3161 (XXVIII) du 14 décembre 1973, 3291 (XXIX) du 13 décembre 1974, 31/4 du 21 octobre 1976, 32/7 du 1<sup>er</sup> novembre 1977, 34/69 du 6 décembre 1979, 35/43 du 28 novembre 1980, 36/105 du 10 décembre 1981, 37/65 du 3 décembre 1982, 38/13 du 21 novembre 1983, 39/48 du 11 décembre 1984, 40/62 du 9 décembre 1985, 41/30 du 3 novembre 1986, 42/17 du 11 novembre 1987, 43/14 du 26 octobre 1988, 44/9 du 18 octobre 1989, 45/11 du 1<sup>er</sup> novembre 1990 et 46/9 du 16 octobre 1991, dans lesquelles elle a notamment affirmé l'unité et l'intégrité territoriale des Comores,